

LA GRANDE FOIRE AUX MILLIARDS QUAND LES SALARIÉS PAIENT LA NOTE !

On frôle l'acharnement. Les annonces se suivent et le gouvernement, Messieurs Le Maire et Attal en tête, ne cesse, sous couvert de chercher à faire des économies, d'annoncer des pistes de nouvelles réformes. Aller taxer les superprofits ? Non, faire les poches des salariés, des demandeurs d'emploi et des malades.

C'est littéralement la foire aux milliards d'euros d'économie. Les ministres jonglent avec les milliards d'euros comme s'ils jouaient au Monopoly ou à La Bonne Paye ! 10 milliards d'euros par-ci, 20 milliards d'euros par-là. Derrière ces montants qui finissent par perdre tout sens, c'est toujours la même rengaine : il faut réduire les déficits à tout prix pour satisfaire les diktats de Bruxelles.

Pompier pyromane et mémoire courte

Durant la Covid, ils faisaient les louanges des politiques de relance pour sauver l'économie, avec le fameux « quoi qu'il en coûte ». Nous l'avions dit à l'époque, ce soutien avait été bénéfique pour l'emploi et les salariés en évitant la catastrophe. Mais nous avons aussi alerté sur le fait que les salariés ne devaient pas « payer la note ». Mais nous y sommes : les dernières annonces révoltantes démontrent clairement les intentions du gouvernement Attal : faire payer la note aux salariés, aux demandeurs d'emploi et aux malades ! Alors que certains se sont largement enri-

chis pendant la pandémie (le nombre de milliardaires et de millionnaires a explosé), c'est aux plus faibles et aux plus précaires que pense d'abord le gouvernement pour soi-disant combler les déficits.

Nouvelle réforme de l'assurance chômage, augmentation du nombre de jours de carence pour les arrêts maladie, frais de formation obligatoires pour les travailleurs utilisant leur compte formation, déremboursement de certains médicaments et augmentation du reste à charge... Tout y passe ! Un florilège de mesures aussi antisociales que démagogiques !



Sébastien BUSIRIS
Secrétaire général

Stigmatiser les plus faibles, pour protéger les plus riches

Salauds de chômeurs qui abusent de l'assurance chômage, salauds de malades qui abusent des médicaments et des arrêts maladie... Tous coupables de bénéficier de notre système social. Ce ne sont ni les chômeurs ni les malades qui sont à l'origine des déficits. C'est le gouvernement >>>

Plus de 157 milliards d'euros d'aides aux entreprises sans contreparties... et pour les salariés ?

30,1 milliards d'euros de rachat d'actions, un record ! C'est ça le ruissellement ?

60 à 80 milliards d'euros ! Estimation par le gouvernement lui-même de l'évasion fiscale en France.

►►► lui-même ! Diminution des cotisations, disparition de l'ISF, non-compensation par l'Etat des exonérations de cotisations sociales, M. Le Maire semble découvrir l'ampleur des choses, mais c'est lui qui, depuis 7 ans, cumule les mesures qui creusent le déficit.

Une économie de guerre se met en place contre les salariés

Nous sommes fermement opposés aux projets de réforme de l'assurance chômage et à l'augmentation du nombre de jours de carence pour les arrêts maladie. Ces mesures ne sont pas seulement antisociales, mais constituent une attaque frontale contre les droits des travailleurs. L'assurance chômage est un pilier fondamental de notre système de protection sociale. Elle garantit un filet de sécurité aux travailleurs qui se retrouvent sans emploi, leur permettant ainsi de faire face aux difficultés financières inhérentes à cette situation. En parallèle, l'augmentation du nombre de jours de carence pour les arrêts maladie constitue une atteinte manifeste au droit des travailleurs à prendre soin de leur santé. Cette mesure ne peut qu'aggraver leur situation, en les privant de leur droit légitime à se soigner, à se reposer et à se rétablir pleinement.

Il est temps d'inverser la donne

Face à ces régressions sociales, il est temps de réaffirmer qu'il y a d'autres solutions que de faire payer les classes moyennes et les plus précaires. Rétablir l'ISF, mettre fin aux exonérations fiscales pour les grandes entreprises, taxer les superprofits et les rachats d'actions, lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux... Des centaines de milliards d'euros pourraient facilement rentrer dans les caisses de l'Etat et combler largement les déficits.

Les richesses de notre pays (plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises du CAC 40 en 2023) doivent permettre le progrès social et non la régression sociale.

S'il doit y avoir des réformes, elles doivent être source de progrès

Pourquoi ne pas parler du partage du travail avec passage à la semaine de 4 jours sans réduction de salaire ? Cette mesure contribuerait à une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle, ainsi qu'à partager le travail, à la veille de l'arrivée de l'Intelligence Artificielle qui va révolutionner le monde du travail et réduire le nombre d'emplois. Une réduction du temps de travail avec maintien du salaire permettra également de créer de nouveaux emplois, à travers la redistribution du travail existant.

Autre exemple de progrès social que nous pouvons mettre en œuvre, la reconnaissance du congé menstruel. Les femmes font face à des réalités biologiques spécifiques qui peuvent avoir un impact sur leur bien-être et leur capacité à exercer leur activité professionnelle. Il est temps de prendre en compte ces réalités, comme l'ont déjà fait certains pays. Les exemples d'amélioration de notre société et de notre modèle social sont nombreux et nous porterons ces revendications, car au-delà même d'être justes et légitimes, elles sont réalisables.

Face à l'acharnement du gouvernement, il est temps de se mobiliser. Nous devons faire entendre notre voix et peser dans les négociations. Soyons déterminés et combatifs pour revendiquer et obtenir ces nouvelles avancées sociales.

Libres, indépendants et déterminés, ensemble pour un meilleur partage des richesses, l'égalité et plus de justice sociale.